

# SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 2017)

## DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro dell'Interno**

(SCALFARO)

e col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(ROGNONI)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 31 OTTOBRE 1986

Ratifica ed esecuzione della Convenzione concernente il rilascio di un certificato relativo alla diversità dei cognomi, fatta a l'Aja l'8 settembre 1982

ONOREVOLI SENATORI. — In materia di attribuzione del cognome, secondo principi di diritto che vanno estendendosi, le norme legislative di vari Stati, tra cui per citarne alcuni l'Austria e la Repubblica Federale Tedesca, consentono al cittadino straniero che contragga matrimonio con una propria cittadina la scelta del cognome tra quello proprio e quello della moglie.

Al verificarsi della seconda delle ipotesi descritte, all'interessato possono derivare nel paese di origine conseguenze negative non sempre inizialmente prevedibili, per le quali il certificato uniforme plurilingue adottato dalla Commissione internazionale dello stato civile, con la Convenzione stipulata a l'Aja l'8 settembre 1982, costituisce un'idonea soluzione.

Scopo del certificato è facilitare la dimostrazione dell'identità mediante l'attestazio-

ne che i vari cognomi in esso menzionati indicano, a seconda delle diverse legislazioni, la medesima persona, senza pregiudicare le disposizioni di legge in materia.

Al rilascio dell'atto provvede, a richiesta dell'interessato che presenti i documenti giustificativi, sia l'Autorità competente dello Stato contraente di cui la persona sia cittadino, sia quella dello Stato contraente che, in base alla propria legge, gli abbia attribuito, anche se cittadino di altro Stato, un cognome diverso da quello risultante dall'applicazione della sua legge nazionale.

I certificati, che gli Stati contraenti riconoscono come facenti fede, fino a prova contraria, dell'esattezza di quanto in essi attestato circa i vari cognomi della persona, sono dispensati dalla legalizzazione o da qualsiasi formalità equivalente.

**DISEGNO DI LEGGE**  
—

## Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione concernente il rilascio di un certificato relativo alla diversità dei cognomi, fatta a l'Aja l'8 settembre 1982.

## Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 13 della Convenzione stessa.

## Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**Convention relative à la délivrance d'un certificat de diversité de noms de famille**

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil,

désireux d'atténuer les difficultés rencontrées par certaines personnes auxquelles est attribué d'après la loi d'un Etat un nom de famille autre que celui qui leur est reconnu dans un autre Etat,

sont convenus des dispositions suivantes:

**Article 1er**

1. Le certificat de diversité de noms de famille institué par la présente Convention est destiné à faciliter la preuve de leur identité aux personnes qui, par suite de différences existant entre les législations de certains Etats, notamment en matière de mariage, de filiation ou d'adoption, ne sont pas désignées par le même nom de famille.

2. Ce certificat a pour seul objet de constater que les divers noms de famille par lui mentionnés désignent, selon des législations différentes, une même personne. Il ne peut avoir pour effet de faire échec aux dispositions légales régissant le nom.

**Article 2**

Le certificat défini à l'article précédent doit, sur production des pièces justificatives, être délivré à tout intéressé soit par les autorités compétentes de l'Etat contractant dont il est ressortissant, soit par les autorités compétentes de l'Etat contractant selon la loi duquel lui a été attribué, bien qu'il soit ressortissant d'un autre Etat, un nom de famille différent de celui résultant de l'application de sa loi nationale.

**Article 3**

Le certificat délivré conformément à la présente Convention est accepté dans chaque Etat contractant comme faisant foi, jusqu'à preuve du contraire, de l'exactitude de ses mentions relatives aux différents noms de famille de la personne désignée.

**Article 4**

Pour l'application de la présente Convention, sont assimilés aux ressortissants d'un Etat contractant les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi de cet Etat.

**Article 5**

Le certificat de diversité de noms de famille doit être conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Aucune modification ne peut, sans approbation préalable de la Commission Internationale de l'Etat Civil, être apportée à ce modèle par un Etat contractant.

**Article 6**

Toutes les inscriptions à porter sur le certificat sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité qui délivre le certificat.

## Article 7

1. Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement sous les symboles Jo, Mo et An le jour, le mois, et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

2. Le nom de tout lieu mentionné dans le certificat est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé, chaque fois que cet Etat n'est pas celui dont l'autorité délivre le certificat.

3. Sont exclusivement utilisés les symboles suivants:

- pour indiquer le sexe masculin, la lettre M, le sexe féminin, la lettre F,
- pour indiquer la nationalité, les lettres servant à désigner le pays en matière d'immatriculation de véhicules automobiles,
- pour indiquer la condition de réfugié, les lettres REF,
- pour indiquer la condition d'apatride, les lettres APA.

## Article 8

Si l'autorité compétente n'est pas en mesure de remplir une case ou une partie de case, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

## Article 9

1. Au recto de chaque certificat les mentions invariables, à l'exclusion des symboles prévus à l'article 7 en ce qui concerne les dates, sont imprimées en deux langues au moins, dont la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où le certificat est délivré et la langue française.

2. La signification des symboles doit être indiquée au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de chacun des Etats qui, au moment de la signature de la présente Convention, sont membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, ainsi que dans la langue anglaise.

3. Au verso de chaque certificat doivent figurer:

- une référence à la Convention, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article,
- une traduction des mentions invariables, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article, si ces langues n'ont pas été utilisées au recto,
- un résumé des articles 5, 6, 7 et 8 de la Convention, au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat dont l'autorité délivre le certificat.

4. Toute traduction doit être approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

## Article 10

1. Les certificats sont datés et revêtus de la signature et du sceau de l'autorité qui les a délivrés.

2. Ils sont dispensés de légalisation ou de toute formalité équivalente sur le territoire des Etats contractants.

## Article 11

1. Lors de la signature de la présente Convention, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat contractant devra désigner les autorités compétentes pour délivrer le certificat.

2. Toute modification apportée ultérieurement à cette désignation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

## Article 12

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

## Article 13

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

## Article 14

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, des Communautés Européennes ou du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

## Article 15

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

## Article 16

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

## Article 17

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

## Article 18

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;
- c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;

## IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet;

- e) toute désignation des autorités compétentes effectuée en application de l'article 11, alinéa 1, et toute modification faite en vertu du second alinéa de cet article.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à *La Haye*, le *8 septembre 1982*  
en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

## IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- 1 ETAT: .....
- 2 AUTORITE DE DELIVRANCE: .....
- 3 CERTIFICAT DE DIVERSITE DE NOMS DE FAMILLE
- 4 CE CERTIFICAT NE FAIT PAS ECHEC AUX DISPOSITIONS LEGALES REGISSANT LE NOM

5 L'AUTORITE SOUSSIGNEE CERTIFIE QUE

|    |   |
|----|---|
| 6  | NOM DE FAMILLE<br>DANS L'ETAT PRECITE:            |
| 7  | PRENOMS:  |
| 8  | SEXE: 9 LIEU ET NUMERO DU<br>REGISTRE DE FAMILLE: |
| 10 | NATIONALITE*:                                     |
| 11 | DATE ET LIEU DE NAISSANCE: JO MO AN<br>□□ □□ □□□□ |

12 EST, SELON LES PIÈCES PRODUITES, DESIGNÉ(E) EN →

|    |   |
|----|---|
| 13 | ETAT ATTRIBUANT UN<br>AUTRE NOM DE FAMILLE: |
|----|---|

14 PAR LE NOM DE FAMILLE DE

|    |                       |
|----|-----------------------|
| 15 | AUTRE NOM DE FAMILLE: |
|----|-----------------------|

|    |   |
|----|---|
| 16 | DATE DE DELIVRANCE, SIGNATURE, SCEAU JO MO AN<br>□□ □□ □□□□ |
|----|---|

\* METTRE LES LETTRES DESIGNANT LE PAYS POUR L'IMMATRICULATION DES VOITURES AUTOMOBILES  
METTRE REF POUR REFUGIE ET APA POUR APATRIDE

SYMBOLES - ZEICHEN - SYMBOLS - SIMBOLOS - ΣΥΜΒΟΛΑ - SIMBOLI -  
SYMBOLLEN - SIMBOLOS - ISARETLER

JO : Jour - Tag - Day - Dia - **ἡμέρα** - Giorno - Dag - Dia - Gün  
MO : Mois - Monat - Month - Mes - **μήνας** - Mese - Maand - Mês - Ay  
AN : Année - Jahr - Year - Año - **ἔτος** - Anno - Jaar - Ano - Yil  
M : Masculin - Männlich - Masculine - Masculino - **ἄνδρας** -  
Maschile - Mannelijk - Masculino - Erkek  
F : Féminin - Weiblich - Female - Femenino - **γυναίκα** - Femminile -  
Vrouwelijk - Feminino - Kadın  
REF : Réfugié - Flüchtling - Refugee - Refugiado - **πρόσφυγας** -  
Rifugiato - Vluchteling - Refugiado - Mülteci  
APA : Apatride - Staatenloser - Stateless - Apatrida - **χωρίς διατέμεια** -  
Apolide - Staatloze - Apátrida - Vatansız

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

CERTIFICAT DELIVRE EN APPLICATION DE LA CONVENTION  
SIGNEE A *La Haye* LE *8 septembre 1952*

.....  
.....  
.....  
.....

|    |  |
|----|--|
| 1  |  |
| 2  |  |
| 3  |  |
| 4  |  |
| 5  |  |
| 6  |  |
| 7  |  |
| 8  |  |
| 9  |  |
| 10 |  |
| 11 |  |
| 12 |  |
| 13 |  |
| 14 |  |
| 15 |  |
| 16 |  |

LES INSCRIPTIONS SONT ECRITES EN CARACTERES LATINS  
D'IMPRIMERIE; ELLES PEUVENT EN OUTRE ETRE ECRITES DANS LES  
CARACTERES DE LA LANGUE DE L'AUTORITE QUI DELIVRE LE  
CERTIFICAT.

LES DATES SONT INSCRITES EN CHIFFRES ARABES INDIQUANT  
SUCCESSIVEMENT SOUS LES SYMBOLES JO, MO ET AN LE JOUR, LE  
MOIS ET L'ANNEE. LE JOUR ET LE MOIS SONT INDIQUES PAR DEUX  
CHIFFRES, L'ANNEE PAR QUATRE CHIFFRES. LES NEUF PREMIERS  
JOURS DU MOIS ET LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNEE SONT  
INDIQUES PAR DES CHIFFRES ALLANT DE 01 A 09.

LE NOM DE TOUT LIEU MENTIONNE DANS LE CERTIFICAT EST  
SUIVI DU NOM DE L'ETAT OU CE LIEU EST SITUE, CHAQUE FOIS  
QUE CET ETAT N'EST PAS CELUI DONT L'AUTORITE DELIVRE LE  
CERTIFICAT.

SI L'AUTORITE DELIVRANT LE CERTIFICAT N'EST PAS EN  
MESURE DE REMPLIR UNE CASE OU UNE PARTIE DE CASE, CETTE  
CASE OU PARTIE DE CASE EST RENDUE INUTILISABLE PAR DES  
TRAITS.

TOUTE MODIFICATION DU MODELE DU PRESENT CERTIFICAT  
ET TOUTE TRADUCTION SONT SOUMISES A L'APPROBATION DE LA  
COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ETAT CIVIL.



## TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE RELATIVA AL RILASCIO DI UN CERTIFICATO  
RELATIVO ALLA DIVERSITA' DI COGNOMI

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale di Stato Civile,

desiderosi di attenuare le difficoltà incontrate da alcune persone alle quali viene conferito, in base alla legge di uno Stato, un cognome diverso da quello loro riconosciuto in un altro Stato,

hanno convenuto le disposizioni seguenti:

ARTICOLO 1

1. Il certificato relativo alla diversità di cognomi istituito dalla presente Convenzione è destinato a facilitare la dimostrazione della propria identità da parte di quelle persone le quali, a seguito di differenze esistenti nelle legislazioni di alcuni Stati, in particolare in materia di matrimonio, di filiazione o di adozione, non sono designate con lo stesso cognome.

2. Il fine di detto certificato è unicamente di attestare che i vari cognomi in esso menzionati, indicano, a seconda delle diverse legislazioni, la medesima persona. Esso non può avere l'effetto di pregiudicare le disposizioni legislative concernenti il cognome.

ARTICOLO 2

Il certificato di cui all'articolo precedente, deve essere rilasciato ad ogni persona interessata, dietro presentazione di documenti giustificativi, sia dalle autorità competenti dello Stato contraente di cui essa è cittadina, sia dalle autorità competenti dello Stato contraente, secondo la cui legge sia stato attribuito, a detta persona, anche se cittadino di un altro Stato, un cognome diverso da quello risultante dall'applicazione della sua legge nazionale.

ARTICOLO 3

Il certificato rilasciato in conformità alla presente Convenzione sarà accettato in ogni Stato contraente come facente fede, fino a prova contraria, dell'esattezza delle voci in esso contenute relative ai vari cognomi della persona designata.

ARTICOLO 4

Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, sono assimilati ai cittadini di uno Stato contraente, i rifugiati e gli apolidi, il cui status personale è regolato dalla legge di detto Stato.

ARTICOLO 5

Il certificato di diversità di cognomi deve essere con forme al modello allegato alla presente Convenzione.

Nessuna modifica può essere apportata al presente modello da parte di uno Stato contraente senza la preventiva approvazione della Commissione Internazionale di Stato Civile.

ARTICOLO 6

Tutte le annotazioni da trascrivere sul certificato dovranno essere scritte in stampatello; potranno inoltre esse re redatte nei caratteri della lingua dell'Autorità che rilascia il certificato.

ARTICOLO 7

1. Le date dovranno essere scritte in numeri arabi in dicanti successivamente, sotto i simboli Jo, Mo e An, il giorno, il mese e l'anno. Il giorno ed il mese sono indicati da due cifre, l'anno da quattro cifre. I primi nove gior ni del mese, ed i primi nove mesi dell'anno sono indicati da cifre che vanno da 01 a 09.

2. Il nome di ogni località menzionata nel certificato dovrà essere seguito dal nome dello Stato in cui detta località è situata, ogni qualvolta detto Stato non sia quello la cui autorità rilascia il certificato.

3. - Dovranno essere utilizzati esclusivamente i simboli seguenti:
- per indicare il sesso maschile, la lettera M, il sesso femminile, la lettera F;
  - per indicare la nazionalità, le lettere che indicano lo stato d'immatricolazione delle autovetture;
  - per indicare la condizione di rifugiato, le lettere REF;
  - per indicare la condizione di apolide, le lettere APA.

#### ARTICOLO 8

Qualora l'autorità competente non sia in grado di riempire una casella o parte di essa, detta casella o parte di essa dovrà essere sbarrata.

#### ARTICOLO 9

1. Sulla facciata anteriore di ogni certificato, le voci invariabili, tranne i simboli di cui all'articolo 7 per quanto riguarda le date dovranno essere stampate in almeno due lingue, ossia nella lingua o in una delle lingue ufficiali dello Stato in cui il certificato è rilasciato, e in lingua francese.

2. Il significato dei simboli dovrà essere indicato almeno nella lingua o in una delle lingue ufficiali di ciascuno degli Stati che, al momento della firma della presente Convenzione, sono membri della Commissione Internazionale di Stato civile, nonché nella lingua inglese.

3. Sul retro di ogni certificato dovranno comparire:
- un riferimento alla Convenzione nelle lingue indicate al secondo paragrafo del presente ar ti co lo;
  - una traduzione delle voci invariabili, nelle lingue indicate nel secondo paragrafo del presente articolo, qualora dette lingue non siano state utilizzate nella facciata anteriore;
  - un riassunto degli articoli 5, 6, 7 e 8 della Convenzione, almeno nella lingua o in una delle lingue ufficiali dello Stato la cui autorità ri l asc ia il certificato.
4. Ogni traduzione dovrà essere approvata dall'Ufficio della Commissione Internazionale di Stato civile.

#### ARTICOLO 10

1. I certificati dovranno essere datati, firmati e muniti del sigillo dell'Autorità che li ha rilasciati.
2. Saranno dispensati dalla legalizzazione o da qualsiasi formalità equivalente sul territorio degli Stati contraenti.

ARTICOLO 11

1. Al momento della firma della presente Convenzione, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, ogni Stato contraente dovrà designare le autorità competenti al rilascio del certificato.

2. Ogni ulteriore modifica a detta designazione sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero.

ARTICOLO 12

La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata, e gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.

ARTICOLO 13

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito del secondo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Nei confronti dello Stato che ratificherà, accetterà, approverà o aderirà dopo la sua entrata in vigore, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito da parte di detto Stato, dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

ARTICOLO 14

Ogni Stato membro della Commissione Internazionale di Stato Civile, delle Comunità Europee o del Consiglio di Europa potrà aderire alla presente Convenzione. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero.

ARTICOLO 15

Non è ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.

ARTICOLO 16

1. Ogni Stato, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, o in ogni altro successivo momento, potrà dichiarare che la presente Convenzione verrà estesa all'insieme dei territori di cui assicura le relazioni a livello internazionale, o ad uno o a più di essi.

2. Detta dichiarazione sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e l'estensione avrà effetto al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato, o, successivamente, il primo giorno del terzo mese successivo a quello del ricevimento della notifica.

3. Ogni dichiarazione di estensione potrà essere ritirata mediante notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero, e la Convenzione cesserà di essere applicabi

le al territorio designato il primo giorno del terzo mese successivo a quello del ricevimento di detta notifica.

#### ARTICOLO 17

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limiti di durata.

2. Ogni Stato parte alla presente Convenzione avrà tuttavia la facoltà di denunciarla in qualsiasi momento dopo la scadenza del termine di un anno, a partire dalla data di entrata in vigore nei suoi confronti della Convenzione. La denuncia sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e avrà effetto il primo giorno del sesto mese successivo a quello del ricevimento di detta notifica. La Convenzione rimarrà in vigore tra gli altri Stati.

#### ARTICOLO 18

1. Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione Internazionale di Stato Civile e ad ogni altro Stato che avrà aderito alla presente Convenzione:

- a) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
- b) ogni data di entrata in vigore della Convenzione;
- c) ogni dichiarazione concernente l'estensione territoriale della Convenzione o il suo ritiro, con la data alla quale avrà effetto;



-d) ogni denuncia della Convenzione e la data alla quale essa entrerà in vigore;

-e) ogni designazione delle autorità competenti effettuata in applicazione dell'articolo 11, comma 1, ed ogni modifica effettuata ai sensi del secondo comma di detto articolo.

2. Il Consiglio Federale Svizzero informerà il Segretario generale della Commissione Internazionale di Stato Civile *di* ogni notifica effettuata in applicazione del paragrafo 1.

3. Sin dall'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia autenticata sarà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione e della pubblicazione, in conformità all'art. 102 della Carta delle Nazioni Unite.

In fede di che i sottoscritti, a tal fine, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a l'Aja, l'8 settembre 1982, in un unico esemplare in lingua francese che sarà depositato negli archivi del Consiglio Federale Svizzero, e di cui una copia autenticata sarà consegnata, per le vie diplomatiche, a ciascuno degli Stati membri della Commissione Internazionale di stato civile ed agli Stati aderenti. Una copia autenticata sarà anche inviata al Segretario generale della Commissione Internazionale di Stato civile.

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

|    |  |
|----|--|
| 1  | Stato .....  |
|    | <div style="margin-left: 100px;"> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px 10px;">2</div>           Autorità di rilascio .....</div>   |
| 3  | <u>Certificato di diversità di cognomi</u>   |
| 4  | Il presente certificato non pregiudica le disposizioni legislative relative al cognome   |
|    | <div style="margin-left: 100px;"> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px 10px;">5</div>           L'Autorità sottoscritta certifica che         </div>   |
| 6  | Cognome<br>nello Stato summenzionato:  |
| 7  | Nomi:  |
| 8  | Sesso: <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px 10px;">9</div> Luogo e numero del registro di famiglia:  |
| 10 | Nazionalità* :   |
| 11 | Data e luogo di nascita: <div style="display: inline-block; margin-left: 20px;">           JO <input type="text"/> <input type="text"/> </div> <div style="display: inline-block; margin-left: 20px;">           MO <input type="text"/> <input type="text"/> </div> <div style="display: inline-block; margin-left: 20px;">           AN <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> </div> |
|    | <div style="margin-left: 100px;"> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px 10px;">12</div>           Secondo i documenti esibiti, è designato (a) con         </div>   |
| 13 | Stato che conferisce un altro cognome:   |

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

**14** Dal cognome di

**15** Altro cognome:

**16** Data di rilascio,                      JO                      MO                      AN  
 Firma, sigillo                                                                 

\* Apporre le lettere indicanti lo Stato di Immatricolazione delle autovetture  
 Indicare REF per rifugiato e APA per apolide

- SYMBOLES - ZEICHEN - SYMBOLS - SIMBOLOS - ΣΥΜΒΟΛΑ - SIMBOLI -  
 SYMBOLEN - SIMBOLOS - ISARETLER
- JO : Jour - Tag - Day - Dia - **ἡμέρα** - Giorno - Dag - Dia - Gün  
 MO : Mois - Monat - Month - Mes - **μήνας** - Mese - Maand - Mês - Ay  
 AN : Annee - Jahr - Year - Año - **ἔτος** - Anno - Jaar - Ano - Yil  
 M : Masculin - Männlich - Masculine - Masculino - **ἄνδρας** -  
 Maschile - Mannelijk - Masculino - Erkek  
 F : Féminin - Weiblich - Female - Femmino - **ἑυαίρια** - Femminele -  
 Vrouwelijk - Feminino - Kadın  
 REF : Réfugié - Flüchtling - Refugee - Refugiado - **πρόσφυγας** -  
 Rifugiato - Vluchteling - Refugiado - Multeci  
 APA : Apatride - Staatenloser - Stateless - Apatrida - **χωρίς διατέμεια** -  
 Apolide - Staatloze - Apátrida - Vatansız

Certificato rilasciato in applicazione della Convenzione  
firmata a L'Aja l'8 settembre 1982

.....  
.....  
.....

|    |  |
|----|--|
| 1  |  |
| 2  |  |
| 3  |  |
| 4  |  |
| 5  |  |
| 6  |  |
| 7  |  |
| 8  |  |
| 9  |  |
| 10 |  |
| 11 |  |
| 12 |  |
| 13 |  |
| 14 |  |
| 15 |  |
| 16 |  |

Le annotazioni devono essere scritte in stampatello;  
possono inoltre essere redatte nei caratteri della lingua  
dell'Autorità che rilascia il certificato.

Le date dovranno essere scritte in numeri arabi indicanti successivamente, sotto i simboli Jo, Mo e An, il giorno, il mese e l'anno. Il giorno ed il mese sono indicati da due cifre, l'anno da quattro cifre. I primi nove mesi dell'anno sono indicati da cifre che vanno da 01 a 09.

Il nome di ogni località menzionata nel certificato dovrà essere seguito dal nome dello Stato in cui detta località è situata, ogni qualvolta detto Stato non sia quello la cui autorità rilascia il certificato.

Qualora l'Autorità che rilascia il certificato non sia in grado di riempire una casella o parte di essa, detta casella o parte di essa dovrà essere barrata.

Ogni modifica del modulo del presente certificato, ed ogni traduzione saranno sottoposte all'approvazione della Commissione Internazionale di Stato Civile.